

CHAPITRE VIII.

VAGABONDAGE ET ASSISTANCE.

34. Mendicité et vagabondage.

Les différentes autorités accordent une protection bienveillante à tous les hommes qui, par leur travail, s'efforcent de se créer une position sociale et d'honorer la patrie. Car si tout le monde cherchait le bonheur dans une occupation régulière et honnête, si chacun comprenait les avantages que procurent l'assiduité au travail et le respect des institutions, notre pays pourrait atteindre l'idéal vers lequel doivent tendre toutes les nations civilisées.

Malgré la sollicitude des administrations communales pour répandre l'instruction et la connaissance des devoirs, il y a toujours des paresseux, des récalcitrants contre lesquels la loi est obligée de sévir pour préserver les honnêtes travailleurs des atteintes que les malfaiteurs porteraient à la liberté individuelle et à la propriété d'autrui.

« L'homme ne peut trouver le bonheur en dehors du travail et de l'économie, » disait Franklin. Sans travail, il ne peut se procurer des moyens de subsistance que par la mendicité ou le vol : la mendicité qui dégrade l'homme, le vol qui le met au ban de la société.

Mendier ! à ce mot seul, les cœurs honnêtes se soulèvent. Mendier ! tendre la main pour implorer une aumône ! Oh ! non. Le pain sec que l'on a gagné à la sueur de son front est meilleur que le repas arraché à la pitié des passants. On peut le manger le front haut, sans rougir. C'est le pain du travail, c'est le pain de l'honneur. Mangez toujours

celui-là, et n'abdiquez pas votre dignité en demandant l'aumône.

Si une infirmité vous met hors d'état de gagner votre vie, si, par exemple, vous aviez le malheur de perdre la vue, ce serait différent. La mendicité n'est une honte que pour celui qui saurait vivre plus honnêtement en travaillant.

Mais il y a une mendicité plus coupable que toutes les autres, c'est celle qui consiste à feindre des plaies ou des infirmités. Elle constitue un véritable vol, puisqu'elle a pour but d'obtenir de l'argent d'une manière frauduleuse.

La mendicité est, dans ce cas, punie par le tribunal correctionnel. C'est aussi devant cette juridiction que sont poursuivies les personnes valides qui font mendier un enfant de moins de quatorze ans, ou qui s'en font accompagner pour exciter la commisération publique. L'emploi d'un infirme, dans ce but, est réprimé de la même manière, et celui qui procure l'enfant ou l'infirmes est passible des mêmes peines que celui qui l'emploie.

La loi déploie une sévérité aussi grande contre les mendiants porteurs d'armes, de limes, de crochets et d'autres instruments propres à commettre des vols, des crimes ou des délits.

Quand l'homme est déjà tombé assez bas pour ne pas rougir de mendier, il n'a plus qu'un pas à faire pour arriver au vol. La société prend des précautions contre lui.

Tandis que le tribunal correctionnel agit avec rigueur contre ces diverses catégories de mendiants, ceux qui n'ont ni domicile, ni ressources pour subvenir à leurs besoins, sont traités comme vagabonds et la loi prescrit des mesures sévères à leur égard. L'individu valide trouvé mendiant est traduit devant le tribunal de police qui le condamne à quelques jours d'emprisonnement, après quoi il est mis à la disposition du Gouvernement pour être enfermé dans un

dépôt de mendicité, établissement où il est obligé de travailler et soumis à un régime très dur.

Sont aussi considérés comme mendiants, les chanteurs ambulants, lorsqu'ils chantent et demandent l'aumône sur la voie publique.

Les mendiants ou vagabonds invalides ou n'ayant pas l'âge requis, peuvent être placés dans un dépôt de mendicité, dans un établissement de bienfaisance ou dans une école de réforme.

Nous aimons à croire, que vous ne vous permettez jamais de vagabonder dans les rues, mais que, dès à présent, vous vous efforcerez, par votre zèle et par votre application au travail, de devenir un jour des artisans distingués qui feront honneur à leur lieu natal et à leur chère patrie.

35. Assistance publique.

Point de roses sans épines, dit le proverbe.

Malgré tout le bon vouloir, malgré toute l'activité du travailleur, il peut être arrêté dans son désir de bien faire, par des circonstances entièrement indépendantes de sa volonté.

Une maladie, une crise industrielle, les influences du terrible fléau de la guerre, les infirmités qui arrivent avec l'âge, peuvent mettre l'honnête artisan dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins de son ménage et l'obliger de recourir à la charité publique.

Nonobstant les précieux moyens que lui offrent l'épargne et les sociétés de secours mutuels, il peut devoir invoquer l'assistance d'autrui pour sortir de sa situation malheureuse.

Nos institutions sont tellement bien coordonnées qu'elles

ont tout prévu pour venir en aide à ceux qui sont dans le besoin.

Des établissements charitables recueillent et soignent la vieillesse indigente, les hôpitaux s'ouvrent aux malades dénués de ressources, les orphelinats donnent l'éducation et l'instruction aux enfants qui ont eu le malheur de perdre leurs parents, les bureaux de bienfaisance et les hospices assistent ceux qui sont empêchés de travailler.

Il est vrai que l'honnête ouvrier rougit de devoir accepter l'aumône sous quelque forme qu'elle se présente ; il ne l'accepte qu'à contre-cœur, désirant ardemment voir arriver l'heureux jour où il pourra vaquer de nouveau à ses occupations pour manger le pain qu'il doit à la sueur de son front. Mais comment se remettre au travail ? Ses ressources sont tellement épuisées qu'il n'a ni vêtements ni outils pour se présenter convenablement à son atelier. Ici encore les institutions charitables pourront lui venir en aide et le mettre à même de rendre décemment, pourvu de l'outillage nécessaire à l'atelier, où autrefois il exerça si gaiement son métier et où il réparera son malheur involontaire. Dorénavant, cet ouvrier refusera tout secours, il ne voudra compter que sur ses bras et sur son travail intelligent pour entretenir sa famille.

Il est cependant malheureux de devoir constater que tous les hommes ne raisonnent et n'agissent pas ainsi.

Quelques-uns considèrent, par erreur, le patrimoine des pauvres, créé par des dons et legs charitables, comme leur appartenant, comme étant leur propriété individuelle.

Cette fausse idée les maintient dans un état de paupérisme et les empêche de faire des efforts pour sortir de leur situation précaire. Ils se fient entièrement aux secours qui leur sont distribués et ne cherchent nullement à s'élever

et à se créer une position indépendante par leur travail. Les registres des bureaux de bienfaisance nous montrent de ces familles qui, de génération en génération, et malgré l'état prospère dans lequel elles se trouvaient parfois, ont été, sans interruption, secourues par la charité publique. On a même pu constater que les localités qui offrent le plus de ressources pour la bienfaisance, sont précisément celles où, dans les années de disette, le nombre des pauvres atteignit jusqu'à la moitié de la population. Dans les années prospères, ces gens, privés de courage et d'amour-propre, ne voulurent point améliorer leur position par l'ordre et l'économie.

On a vu qu'ils vendaient à vil prix le pain et les objets d'habillement, de couchage et de chauffage dont le bureau de bienfaisance les gratifiait. Des industriels ne sont point parvenus à établir des fabriques dans certaines localités où le patrimoine des pauvres est très considérable; ceux-ci se disaient: à quoi bon travailler, on nous donne de quoi nous nourrir.

Le paupérisme est une triste plaie qui ronge malheureusement la société, et que les autorités s'efforcent de faire disparaître. L'homme réellement pauvre, par suite de revers fortuits, devrait seul être secouru et les fonds dont les administrations charitables disposent, seraient mieux employés à aider les familles pauvres à s'instruire, à les mettre à même de pourvoir à leur existence par le travail, qu'à encourager un mal qui fait la honte d'un peuple libre et indépendant.

Voici un fait raconté par feu M. Ch. De Brouckere :

« Je me souviens avec bonheur d'avoir, dans les premiers mois de mes fonctions de bourgmestre, donné six francs à une mère de famille qui se trouvait dans la misère à la suite d'une longue maladie. Elle demandait que je lui

achetasse un panier garni de fruits, d'œufs, de petits gâteaux, pour aller le soir dans les cabarets.

» C'est ce qui fut fait, et depuis elle a tenu la parole qu'elle m'avait donnée. Je la rencontre de temps à autre ; nous causons, et dernièrement elle m'a dit d'un air satisfait que ses enfants allaient à l'école. Eh bien ! avec six francs, cette femme a fait son chemin dans le monde.

» L'essentiel, ajoutait l'honorable magistrat, est de donner à propos et dans de justes mesures. On ne sauve pas toujours une famille avec six francs, loin de là ; mais il vaut mieux en donner cent, qui peuvent fructifier comme capital, que de distribuer l'aumône périodique qui entretient la misère, et souvent conduit au vice. »

CHAPITRE IX.

POPULATION.

35. Recensement.

Tous les dix ans, le Gouvernement procède au recensement de la population. Le dernier a eu lieu pour établir la population de fait et la population de droit au 31 décembre 1880.

La population de fait comprend toutes les personnes présentes dans la localité pendant la nuit du 31 décembre de l'année précitée.

Pour établir exactement la population de droit on retranche du total de la population de fait les personnes étrangères à la commune où elles se trouvaient la nuit précitée et on y ajoute les personnes qui n'étaient que momentanément absentes de leur domicile.